

IRAN : NI INTERVENTION IMPÉRIALISTE NI DICTATURE

La guerre redoutée a éclaté. L'offensive des États-Unis et d'Israël ouvre un nouveau cycle de violences dont les conséquences humaines, économiques et sociales frappent déjà durement les peuples d'Iran. Encore une fois, après l'Irak, l'Afghanistan et la Lybie des décennies passées, puis Gaza, le Liban et la Syrie dans la période récente, la logique des marchands de mort promet d'étendre ses ravages.

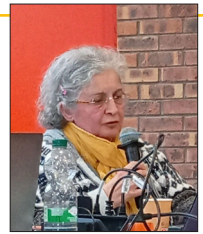
SARA SELAMI (nom d'emprunt)

Militante ouvrière et politique en Iran, depuis des années 1970 jusqu'à l'exil en France, Réfugiée politique en France,

Militante associative : Association

« Solidarité Socialiste avec les Travailleur/

euses en Iran » (SSTI). Cette association collabore avec le collectif intersyndical français pour la solidarité avec le mouvement ouvrier d'Iran (composé des organisations syndicales CGT, Solidaire, CFDT, FSU et UNSA). Retraitée et adhérente CGT (dans sa vie active).



18

Le Lien N°228 - mars. 2026

Derrière les rhétoriques fallacieuses, cette intervention relève, d'une part, d'une entreprise de recomposition géopolitique régionale et, d'autre part, de la volonté d'une superpuissance d'affirmer sa domination mondiale. Les précédentes guerres comparables ont laissé un héritage sans équivoque : destruction des sociétés, désastre politique et aggravation durable des souffrances sociales. Rien n'indique aujourd'hui une issue différente.

Pour autant, la République islamique d'Iran ne constitue en rien un pôle de résistance digne du moindre soutien. Elle demeure un État dictatorial d'orientation économique néolibérale, reposant sur la répression systématique de toute protestation des forces de travail, des femmes et des minorités. Elle a mené récemment une répression d'une ampleur inouïe contre un mouvement populaire, faisant plusieurs dizaines de milliers de victimes. Elle a aussi contribué à la montée des tensions régionales en cherchant à imposer par la force une position dominante. Les peuples d'Iran se retrouvent ainsi pris en étau entre agression impérialiste externe et dictature capitaliste interne.



La guerre offre au pouvoir iranien une occasion immédiate de resserrer encore davantage son appareil répressif au nom de la « défense nationale ». Arrestations, exécutions et mise au pas des mobilisations sociales menacent d'étouffer une dynamique contestataire qui a profondément marqué ces dernières années. La destruction des infrastructures économiques et sociales par les bombardements ne fait qu'affaiblir cette dynamique populaire.

Dans ce contexte, certaines fractions de l'opposition réactionnaire – notamment monarchistes – cherchent à se poser en seule alternative en s'appuyant sur l'intervention américano-israélienne. Leur projet demeure à rebours des aspirations largement exprimées dans la société iranienne en matière de justice sociale, d'égalité, de liberté et d'autodétermination.

L'élimination de la figure centrale du régime, Ali Khamenei, fragilise le sommet de l'appareil d'État et suscite un soulagement compréhensible parmi les opprimés. Toutefois, l'histoire récente du Moyen-Orient montre que la décapitation de régimes dictato-

riaux par des puissances étrangères tend toujours à produire de nouvelles reconfigurations autoritaires.

Dans la période qui s'ouvre, plusieurs scénarios sont possibles : transformation interne du régime, recomposition fantôme, guerre civile... Il est évident que tous ces scénarios vont frontalement à l'encontre des intérêts des classes populaires.



La seule dynamique porteuse d'une rupture réelle réside dans le développement d'organisations construites par en bas. **Le renforcement des organisations syndicales, des conseils populaires de quartier et des structures de solidarité constitue un enjeu décisif** : résister à la répression, faire face aux effets immédiats de la guerre et préparer une rupture réelle avec l'ordre existant.



C'est de cette force sociale, organisée par en bas, que peut émerger une perspective de justice sociale, d'égalité réelle et de liberté. **La solidarité internationale doit aller sans ambiguïté vers cette force sociale en Iran.**

Sara Selami
Le 3 mars 2026